

MARCHÉ PASSÉ SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE

Conformément aux articles R. 2123-1 et L.2123-1 du code de la commande publique

Concernant :

**« L'acquisition d'un chariot élévateur électrique
au profit de la Base Navale
des Forces Armées en Polynésie Française (FAPF) »**

CAHIER N°2

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Code nomenclature CPV : 42900000-5 (machines diverses à usage général)
Code PCE : 6065600000 (matériel technique)
Code GM : 44.02.02 (machine et équipement industriel)

Textes de référence :

- Ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;
- Décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : GÉNÉRALITÉS	4
1.1 - Objet du marché	4
1.2 - Durée du marché	4
1.3 - Montant du marché	4
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 3 : OBLIGATION DE RÉSULTAT	4
ARTICLE 4 : PRIX	5
4.1 - Formes de prix	5
4.2 - Contenu des prix	5
ARTICLE 5 : MODALITÉS DE PAIEMENT	5
5.1 - Envoi de la facture	5
5.2 - Contenu de la facture	6
5.3 - Délai global de paiement	6
5.4 - Intérêts moratoires	6
5.5 - Avance	6
5.6 - Nantissement – cession de créances	7
ARTICLE 6 : PÉNALITÉS	7
ARTICLE 7 : MODALITÉS D'EXÉCUTION	7
7.1 - Conditions d'exécution	7
7.2 - Transport	7
7.3 - Délai de livraison	7
7.4 - Prolongation du délai de livraison	8
7.5 - Conditions et lieux de livraison	8
7.6 - Documents à la livraison	8
ARTICLE 8 : OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION	9
8.1 - Opérations de vérification du chariot élévateur	9
8.2 - Admission	9
8.3 - Réfaction	9
ARTICLE 9 : GARANTIE	9
9.1 – Durée de garantie	9
9.2 – Délai d'intervention	10
ARTICLE 10 : RESPONSABILITÉ - ASSURANCE	10
10.1 - Responsabilité	10
10.2 - Assurance	10
ARTICLE 11 : MESURES DE SÉCURITÉ ET DE SURETÉ	11
ARTICLE 12 : LITIGE	11
ARTICLE 13 : RÉSILIATION DU MARCHÉ ET EXECUTION DES PRESTATIONS	11
AU FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	11
ARTICLE 14 : CODE DU TRAVAIL	12

ARTICLE 15 : DÉROGATION AU CCAG/FS	12
PARTIE TECHNIQUE	13
ARTICLE 16 : NATURE ET DESCRIPTION DU CHARIOT ÉLÉVATEUR	13
16.1 - Description du besoin	13
16.2 - Les performances fonctionnelles	13
ARTICLE 17 : OPÉRATIONS DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT EFFECTUÉES PAR UNE ENTREPRISE EXTÉRIEURE	13
ARTICLE 18 : DOCUMENTS A APPLIQUER ET DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE	13
ARTICLE 19 : OBLIGATION PARTICULIÈRE LIÉE A L'ENVIRONNEMENT	14
ANNEXE 1 : Caractéristiques fonctionnelles du chariot élévateur électrique	15
ANNEXE 2 : Caractéristiques complémentaires du chariot élévateur électrique	16
ANNEXE 3 : Caractéristiques des hauteurs du chariot élévateur électrique	17
ANNEXE 4 : Exemple unique – Nantissement ou Cession de créance	18

ARTICLE 1 : GÉNÉRALITÉS

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'acquisition d'un (1) chariot élévateur électrique au profit de la base navale des Forces Armées de Polynésie Française (FAPF), située à Papeete.

Il est passé en application de l'ordonnance du 26 novembre 2018 et de son décret d'application n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Le directeur du commissariat d'outre-mer en Polynésie est le RPA. Il a reçu délégation du ministre des Armées en vertu de l'arrêté du 23 août 2021, modifiant l'arrêté du 22 juin 2007 portant désignation des personnes n'appartenant pas à l'administration centrale signataires des marchés publics au ministère des Armées.

1.2 - Durée du marché

La durée de validité du marché débute à la date de notification et se termine à la fin de la garantie fixée à l'acte d'engagement.

1.3 - Montant du marché

Le montant du présent marché est fixé sur l'acte d'engagement.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le présent marché est soumis aux dispositions des documents contractuels énumérés ci-après, par ordre d'importance décroissante, dans la mesure où ces dernières ne sont pas contraires à la législation en vigueur en Polynésie française :

- a) Les actes d'engagements ;
- b) le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- c) l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services.
- d) la fiche technique du titulaire ;

Toute clause portée dans le(s) barème(s), ou documentation quelconque du titulaire, et contraire aux dispositions des pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 3 : OBLIGATION DE RÉSULTAT

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le présent cahier des clauses particulières. Le chariot élévateur doit être conforme aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées. Le titulaire produit à cet effet un certificat de conformité européenne (CE) lors de la livraison.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble de ses obligations vis-à-vis de l'administration.

Si le résultat n'est pas atteint, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour fournir, à ses frais et sans augmentation des montants initiaux à l'acte d'engagement, le matériel attendu et aux conditions prévues dans le présent marché.

ARTICLE 4 : PRIX

4.1 - Formes de prix

Les prix s'entendent :

- fermes ;
- unitaires ;
- hors taxes et toutes taxes comprises ;
- réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres.

L'unité monétaire souhaitée par l'administration est le franc pacifique. Toutefois si l'euro se substitue au franc pacifique, le taux de conversion légal fixé à 0,00838 s'applique.

Les prix exprimés en francs CFP (ou en euro) sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales, parafiscales,
- les frais et droits de douanes,
- les frais de mise en service,
- le coût de la garantie constructeur,
- la fourniture des documents techniques en langue française,
- les conditions de maintenance dont l'échéancier d'entretien préventif conformément aux exigences techniques du présent CCP,
- et autres frappant obligatoirement la fourniture du chariot élévateur ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au marquage, au déchargement, au transport jusqu'au lieu de livraison.

Cas particulier (frais et droits de douane) pour les soumissionnaires résidents en Métropole ou en Europe.

Au titre de l'article 71§1^e du Code des Douanes de l'Union (CDU), l'incoterm retenu est le DDP : Delivered Duty Paid. En vertu de cet incoterm, le vendeur paye tous les coûts de transport et supporte tous les risques jusqu'à ce que le chariot soit mis à disposition sur site pour leur déchargement. Il paie de plus les taxes et se charge des frais et formalités de dédouanement.

4.2 - Contenu des prix

Les prix du titulaire doivent comprendre :

- le coût unitaire hors taxe (HT) du chariot élévateur,
- le taux et le montant de la TVA éventuellement applicable,
- les charges inhérentes à l'exécution du marché (frais et droits de douane),
- le montant total hors taxe (HT).

Nota : Conformément à l'article 262 modifié par l'ordonnance n°2016-1561 du 21 novembre 2016 art.1 du code des impôts, sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée les achats commandés en métropole ou en Europe à destination de la Polynésie par des soumissionnaires résidents en métropole ou en Europe.

ARTICLE 5 : MODALITÉS DE PAIEMENT

5.1 - Envoi de la facture

Depuis le 1^{er} janvier 2018, les factures doivent obligatoirement être transmises par voie électronique. Le titulaire du marché s'engage à effectuer les démarches nécessaires pour s'inscrire en ligne sur « CHORUS Pro » afin de pouvoir déposer sa facture par voie dématérialisée.

La DICOM-GSBDD PF peut fournir tous les renseignements nécessaires pour effectuer cette inscription, déposer ou saisir la facture en ligne.

Les demandes de renseignement sont à adresser sur l'adresse fonctionnelle suivante :

La facture peut être déposée ou saisie par voie dématérialisée via le site internet de Chorus pro.

L'adresse mail pour s'informer et s'inscrire est :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

La facture peut alors être saisie directement en ligne ou déposée en ligne.

5.2 - Contenu de la facture

Pour chaque lot, la facture doit comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché ;
- le numéro TAHITI ;
- les nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement ;
- la désignation précise du matériel ;
- le prix unitaire HT du matériel ;
- le taux et le montant de la TVA à appliquer ;
- le montant total TTC ;
- la date et le numéro de la facture ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) Chorus du marché.

5.3 - Délai global de paiement

Le paiement de la facture intervient dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de sa date de réception conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul du délai global de paiement sont fixées par les articles R.2192-12 à R.2192-15 du code de la commande publique.

Ce délai ne peut être suspendu qu'une seule fois par rejet dans Chorus Pro de la facture dans les trente (30) jours suivant la date de réception de celle-ci en lui faisant connaître les raisons qui, de son fait, s'opposent au paiement en précisant les pièces à fournir ou à compléter. Ce rejet a pour effet de suspendre le délai de paiement.

5.4 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais indiqués à l'article 5.3 fait courir de plein droit des intérêts moratoires calculés dans les conditions réglementaires fixées par les articles R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

5.5 - Avance

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-4 du code de la commande publique, l'acheteur peut prévoir le versement d'une avance dans les cas où elle n'est pas obligatoire.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-3 et R.2191-7 du code de la commande publique Dans le cas des marchés dont le montant initial est supérieur à 50.000 euros hors taxe ou dont le délai d'exécution est inférieur ou égale à 12 mois mais aussi supérieur à 12 mois, le représentant du pouvoir adjudicateur peut accorder le versement d'une avance demandée par le soumissionnaire.

Si le titulaire souhaite bénéficier de l'avance, celle-ci est fixée à hauteur de 30% du montant TTC du marché dans le cadre de l'article R.2191-7 susmentionné.

Le titulaire peut refuser l'avance.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire.

5.6 - Nantissement – cession de créances

L'acheteur remet au titulaire, l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché figurant en annexe 4 du présent CCP.

ARTICLE 6 : PÉNALITÉS

Lorsque les délais contractuels mentionnés à l'acte d'engagement sont dépassés, le titulaire est passible, sans aucune mise en demeure, des pénalités suivantes :

$$P = (V \times R) / 200$$

Où

P = montant des pénalités,

V = valeurs HT du chariot élévateur sur laquelle est calculée la pénalité,

R = nombre de jours de retard.

Le montant de la pénalité est notifié au titulaire du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par courriel, et retenu sur les sommes dues au titre des factures présentées.

Les observations éventuelles que le titulaire du marché entend formuler sur les dites pénalités doivent être adressées sous pli recommandé, avec accusé de réception, à l'acheteur.

Passé un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de l'état portant décompte des pénalités, le titulaire du marché concerné est, par son silence, réputé en avoir accepté le montant.

La décision en matière de pénalités est prononcée par l'acheteur.

En cas de résiliation du marché, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, il n'y a pas de montant plancher pour l'application des pénalités, les pénalités sont dues dès le 1er franc pacifique.

Par dérogation à l'article 14.1.2, du CCAG/FCS, le montant total des pénalités appliquées au marché ne peut excéder 20 % du montant HT du marché.

ARTICLE 7 : MODALITÉS D'EXÉCUTION

7.1 - Conditions d'exécution

Dès sa notification, le marché est exécutoire dans les conditions prévues au présent cahier des clauses particulières. L'exécution du marché commence à sa date de notification qui vaut bon de commande.

7.2 - Transport

Conformément aux articles 10.1.3 et 20.3 du CCAG/FCS, le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement des chariots élévateurs s'effectuent sous la responsabilité et à la charge du titulaire.

7.3 - Délai de livraison

L'acte d'engagement fixe le délai contractuel de livraison du chariot élévateur.

Le titulaire s'engage à réaliser toutes les opérations de livraison dans le délai imparti à compter de la date de notification du présent marché. Le délai de livraison proposé par le candidat est exprimé en nombre de jours calendaires à compter de la date de notification du marché.

Si le délai maximal d'exécution s'achève un samedi, un dimanche ou un jour férié, il est reporté au premier jour ouvrable suivant.

7.4 - Prolongation du délai de livraison

Si le titulaire est dans l'impossibilité de respecter la date de livraison contractuelle, il doit impérativement en avertir l'acheteur par écrit (courrier électronique ou voie postale) au moins quinze (15) jours avant la date de livraison prévue, en indiquant les motifs justifiant ce retard et en proposant un nouveau délai de livraison. L'acceptation, ou le refus, par le RPA, de la prolongation est alors notifié par écrit au titulaire (par courrier électronique ou voie postale).

En cas de refus par le RPA du nouveau délai de livraison, les pénalités de retards prévus à l'article 6 s'appliquent.

Dans le cas où le titulaire ne prévient pas le RPA du retard de livraison selon les dispositions précisées ci-dessus, les pénalités de retard prévues à l'article 6 s'appliquent.

7.5 - Conditions et lieux de livraison

Préalablement à la livraison, le titulaire doit prendre contact avec le correspondant technique suivant :

Correspondant	Contact/tel	Désignation	Lieu de livraison
Mr Teva Chatelin	40 46 54 71	chariot élévateur électrique 3 T	BASE NAVALE à PPT
ou Mr Patrick BALDI	40 46 33 43		

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires pour intervenir pendant les créneaux horaires, et selon les conditions de livraison définies avec le responsable de la livraison ci-dessus.

A compter de la notification du marché et jusqu'à la livraison du chariot élévateur, le titulaire demeure responsable de toutes les phases intermédiaires : chargement, transport, déchargement, enlèvement des emballages. Toute clause contraire mentionnée sur le bon de livraison, la facture ou tout autre document est nulle et réputée non écrite.

Doivent figurer sur le bon de livraison les indications suivantes :

- le numéro d'engagement juridique du marché ;
- la désignation du matériel ;
- la durée de la garantie constructeur (12 mois minimum);
- l'identification du titulaire.

La livraison du chariot élévateur est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature d'un bon de livraison, dont chaque partie conserve un exemplaire.

Dans le cas d'un rejet de tout ou partie du matériel livré, les frais d'emballage et de transport (renvoi du matériel refusé, nouvel envoi) sont à la charge du titulaire.

7.6 - Documents à la livraison

Le titulaire doit fournir également un dossier de présentation à la livraison, comportant les éléments suivants :

- l'attestation de conformité européenne CE ;
- la configuration du matériel présenté ;
- le certificat de conformité constructeur ;
- le manuel de conduite et d'entretien en français du chariot élévateur **en deux exemplaires papier** (ou un exemplaire papier et un exemplaire sur support informatique) ;
- le catalogue de pièces détachées du chariot élévateur, **en deux exemplaires papier** (ou un exemplaire papier et un exemplaire sur support informatique) ;
- le rapport de diagnostic technique du chariot élévateur.

NOTA : les données obligatoires apposées sur chaque chariot (plaques d'identification CE, de charge ainsi que les pictogrammes de sécurité doivent être en langue française. Si ces données deviennent illisibles, leurs supports doivent pouvoir être changés facilement.

ARTICLE 8 : OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

La vérification a pour objet de constater que le chariot élévateur livré est conforme aux exigences techniques fixées dans le présent cahier des clauses particulières.

8.1 - Opérations de vérification du chariot élévateur

Le titulaire du marché doit présenter dans ses locaux sur Tahiti le chariot élévateur proposé afin de vérifier les performances proposées. Cette visite donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal de réception technique provisoire.

Une fois le matériel livré, en ordre de marche, à la Base Navale à Papeete, le procès-verbal de réception physique est établi par le technicien et signé par les deux parties, si aucune remarque n'est formulée.

IMPORTANT : A l'issue, le technicien envoie le procès-verbal à la cellule Marché Suivi Qualité (MSQ) afin qu'il puisse rédiger une décision d'admission selon article 8.2 ci-dessous (contact : PM Loison : 40 46 32 79 ou Prl Teiri : 40 46 33 31). Cette cellule se chargera de transmettre ces documents à la Division Métiers - Cellule Liquidations des factures (CTOD Romina FAIVRE : 40 46 32 71), afin que le titulaire soit payé dès réception de sa facture, accompagné du PV de réception et de la décision d'admission définitive.

8.2 - Admission

La bonne exécution des opérations de vérification donne lieu à l'admission définitive du matériel prononcé par l'acheteur au vu du procès-verbal.

Conformément à l'article 30 du CCAG/FCS, si les opérations de vérification amènent à constater des non-conformités, l'acheteur peut décider de l'ajournement, de la réfaction ou du rejet du matériel.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été en mesure de présenter ses observations.

En cas de rejet de la livraison, le titulaire est tenu de livrer à nouveau le matériel correspondant au présent CCP.

8.3 - Réfaction

Si le matériel livré ne répond pas de manière satisfaisante à l'intégralité des spécifications du présent CCP mais qu'il est néanmoins admis par l'acheteur, le titulaire peut se voir appliquer une réfaction qui consiste en une réduction de prix calculée selon l'étendue des imperfections constatées. Conformément à l'article 30.3 du CCAG/FCS, cette décision n'est prise que lorsque le titulaire ou son représentant a été convoqué pour être entendu. La décision de réfaction doit être motivée et prononcée par le RPA.

ARTICLE 9 : GARANTIE

9.1 – Durée de garantie

La garantie s'applique au matériel livré. Le chariot élévateur fait l'objet d'une garantie commerciale d'une durée de 1 an minimum.

Conformément à l'article 33.1 du CCAG/FCS, la durée de garantie contractuelle, indiquée dans l'acte d'engagement, prend effet à la date d'admission du chariot élévateur et ne peut être inférieure à **douze (12) mois**.

Le soumissionnaire peut proposer une durée de garantie supérieure à l'acte d'engagement (AE2) du chariot élévateur ; cette durée étant un des critères d'attribution du marché. (cf. article 8.1 du règlement de consultation).

Le titulaire s'engage pendant cette période à effectuer, ou à faire effectuer par un sous-traitant local agréé toutes les opérations d'entretien préventif préconisées par le constructeur, la réparation ou l'échange standard de tous les matériels et accessoires défectueux dans le cadre indiqué ci-dessous :

- tout défaut de conception, de fabrication,
- tout défaut de fonctionnement constaté dans les conditions normales d'utilisation.

Au cours de cette période de garantie, il appartient au titulaire du marché de procéder, à ses frais, à la remise en état de toutes pièces ou dispositifs reconnus défectueux. Les frais occasionnés par ces réparations, les pièces, la main d'œuvre et les déplacements des personnels ou du matériel, sont à la charge du titulaire.

Toute fourniture remplacée au titre de la garantie recouvre à nouveau la durée de garantie contractuelle.

9.2 – Délai d'intervention

Une maintenance préventive est demandée tous les 6 mois pour le chariot élévateur dans le cadre de la garantie.

Le soumissionnaire peut proposer un délai d'intervention inférieur à 3 jours maximum préciser ci-dessous à l'acte d'engagement (AE2) ; ce délai étant un des critères d'attribution du marché. (cf. : article 8.1 du RC).

Conformément à l'article 33.3 du CCAG/FCS, le titulaire s'engage à :

- effectuer les éventuelles interventions de réparation dans un délai de trois (03) jours ouvrés maximum à compter de la demande de l'administration,
- intervenir sur le matériel, la garde de celui-ci étant transférée pendant la durée de l'intervention, en conséquence de quoi les dommages que son intervention peut causer au matériel ou à l'environnement dans le cadre de ses interventions sont de sa responsabilité,
- mettre à la disposition de son personnel les équipements de protection individuelle nécessaires à l'exécution des prestations, et à veiller à leur utilisation correcte.

ARTICLE 10 : RESPONSABILITÉ - ASSURANCE

10.1 - Responsabilité

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution du marché.

Il est responsable des dommages que la mauvaise exécution du marché peut occasionner :

- à son personnel, aux agents de l'administration ou à des tiers ;
- à ses biens ainsi qu'à ceux appartenant à l'administration ou à des tiers.

10.2 - Assurance

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés lors de la réalisation de la fourniture de matériel.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le montant de la garantie doit couvrir l'intégralité de la valeur du matériel fourni ainsi que d'éventuels dommages causés aux personnes et aux biens.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du représentant du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 11 : MESURES DE SÉCURITÉ ET DE SURETÉ

Lorsque la livraison du matériel est définie, le titulaire prend contact avec l'officier de sécurité du site du bénéficiaire afin que celui-ci lui facilite l'accès au site.

En outre, il lui communique la liste des personnes qui sont en charge de la livraison et d'intervention dans le cadre de la garantie du chariot élévateur.

Le personnel du titulaire est soumis aux mêmes conditions d'accès que tout agent entrant dans une emprise du ministère des armées.

Le titulaire doit également se conformer à l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures dans un organisme du ministère des armées. En cas de refus de la part du titulaire, le marché est résilié à ses torts et ne peut donner lieu au versement d'indemnités à son égard.

ARTICLE 12 : LITIGE

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché peut être soumis par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur (RPA). La réglementation en matière d'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation.

Conformément aux articles R2197-1 à 24 du Code de la commande publique, il pourra être fait appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics.

En cas de litige, une réclamation doit être envoyée par le titulaire au RPA dans les meilleurs délais, ceci sous pli recommandé ou via courriel avec accusé de réception. Elle doit exposer les motifs du désaccord et indiquer, le cas échéant, le montant des sommes réclamées ou contestées.

Suite à cette demande, conformément à l'engagement de service pris par le ministère des armées, le représentant du pouvoir adjudicateur adresse sa réponse sous quinze (15) jours, sauf si l'affaire nécessite une investigation approfondie. Dans ce dernier cas, le représentant du pouvoir adjudicateur émet une réponse d'attente au titulaire mentionnant le délai de réponse envisagé. Sauf stipulation contraire, le représentant du pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux (02) mois à compter de la date de réception du mémoire de réclamation pour notifier sa décision.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

En cas d'élévation du contentieux, le tribunal administratif de la Polynésie française est seul compétent pour instruire les litiges qui peuvent opposer l'administration au titulaire du marché.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION DU MARCHÉ ET EXECUTION DES PRESTATIONS AU FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'ensemble des dispositions du CCAG / FCS (chapitre 7) est applicable.

L'acheteur peut prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire lorsque ce dernier n'a pas respecté les obligations contractuelles.

La résiliation « pour faute » ne peut donner lieu au paiement d'indemnités.

Par ailleurs, l'acheteur peut résilier à tout moment, et sans indemnité, le marché pour motif d'intérêt général.

En cas de décision ministérielle de restructuration, de réorganisation ou de dissolution ayant une incidence sur le déroulement du marché, le RPA se réserve également le droit de mettre fin au marché, sous réserve d'un préavis de deux (02) mois. Dans ce cas, le titulaire ne peut prétendre à une quelconque indemnité.

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire

procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire (article 45 du CCAG / FCS).

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-6 à 16 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié aux torts du cocontractant de la personne publique et exécuté à ses frais et risques.

ARTICLE 14 : CODE DU TRAVAIL

Le titulaire atteste que les prestations liées à l'exécution du présent marché sont accomplies par des salariés régulièrement employés au regard des articles Lp 3333-1 à Lp 3333-7, Lp 1211-8 et Lp 1211-11 du code du travail polynésien.

ARTICLE 15 : DÉROGATION AU CCAG/FS

Les dispositions des articles du CCP mentionnés ci-dessous dérogent aux articles du cahier des clauses administratives générales / fournitures courantes et services suivants :

C.C.P.	C.C.A.G – FOURNITURES COURANTES ET SERVICES
Article 2	<u>Article 4.1</u> : Ordre de priorité des pièces contractuelles.
Article 6.1	<u>Article 14.1.1 à 14.1.3</u> : Pénalités de retard.
Article 13	<u>Article 42</u> : Résiliation pour motif d'intérêt général

PARTIE TECHNIQUE

ARTICLE 16 : NATURE ET DESCRIPTION DU CHARIOT ÉLÉVATEUR

Ce document précise les exigences techniques et fonctionnelles du chariot élévateur, destiné à la Base Navale.

Les caractéristiques techniques doivent obligatoirement être respectées par le titulaire. Celui-ci ne peut apporter aucune modification. Le chariot élévateur de catégorie 3 doivent pouvoir fonctionner normalement dans les conditions climatiques tropicales de la ville de Papeete.

16.1 - Description du besoin

16.1.1 Présentation du chariot élévateur électrique

Le **chariot élévateur électrique**, d'une **capacité nominale de 3 tonnes, fourches frontales** doit permettre :

- De surélever des charges lourdes pour les stocker en hauteur (+4 m) ;
- De charger et décharger les camions et containers.

16.1.2 Description du chariot élévateur électrique

Le **chariot élévateur électrique** doit avoir une capacité nominale de 3 tonnes, fourches frontales et la longueur totale (de l'arrière du chariot à la pointe de la fourche) ne doit pas excéder 4,5 mètres. Il doit permettre un usage dans des ateliers et hangars dans les conditions climatiques connues de Tahiti.

16.2 - Les performances fonctionnelles

Les performances fonctionnelles du chariot élévateur électrique sont mentionnées au présent CCP dans les :

- annexe 1 pour les performances fonctionnelles ;
- annexe 2 pour les caractéristiques complémentaires ;
- annexe 3 pour la hauteur du chariot.

ARTICLE 17 : OPÉRATIONS DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT EFFECTUÉES PAR UNE ENTREPRISE EXTÉRIEURE

L'arrêté du 26 avril 1996 – JO du 8 mai 1996, p.6908, pris en application de l'article R 237-1 du code du travail, impose, lors de chaque opération de chargement et de déchargement effectuée par une entreprise extérieure, de passer avec celle-ci un « protocole de sécurité » en remplacement du plan de prévention prévu aux articles R 237-7 et suivants.

L'arrêté précise : « le protocole de sécurité » est établi dans le cadre d'un échange entre les employeurs concernés ou leurs représentants, préalablement à la réalisation de l'opération.

Il appartient à l'organisme bénéficiaire du marché de veiller à l'établissement de ce protocole.

ARTICLE 18 : DOCUMENTS A APPLIQUER ET DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE

Le titulaire applique les normes et la réglementation française en vigueur et notamment :

- la directive n° 2006/42/CE, qui définit les exigences essentielles de sécurité relatives à la conception et à la construction des équipements de travail neufs ;
- la directive n° 73/23/CE du 19/02/1973 relative au matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension ;
- arrêté du 1^{er} mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage ;

- les règlements du code travail relatifs aux machines dangereuses et devront être accompagnées d'un certificat de conformité décret n° 92-766 du 29/07/92 et équipées d'une plaque de conformité ;
- la norme NF 60-204 relative à la sécurité électrique des machines ;
- la norme NFC 15-100 relative aux installations électriques ;

ARTICLE 19 : OBLIGATION PARTICULIÈRE LIÉE A L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens lui permettant de tenir compte des éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement.

Il s'engage :

- à évacuer, à sa charge, les déchets hors du site militaire dans les centres spécialisée et agréée ;
- à ne pas mettre en œuvre de procédés dangereux pour l'environnement quant à la fourniture du chariot élévateur nécessitant une intervention sur le site du bénéficiaire (Base Navale) ;
- à présenter un mode de traitement des déchets issus des prestations du marché : processus de collecte et de tri, ainsi qu'identification des filières et processus de traitement utilisé des différents types de déchets produits suite à une maintenance des (DEEE) Déchets Equipements Electriques et Electroniques, pièces d'usure, métaux/ferraille, plastique, etc.) ;
- à fournir toutes autres informations jugées utiles, portant sur une démarche de performance environnementale.

Toute pollution accidentelle provoquée par le titulaire lors de son intervention, doit être signalée sans délai en prévenant l'administration.

ANNEXE 1 : Caractéristiques fonctionnelles du chariot élévateur électrique

Caractéristiques du matériel	Exigences de l'organisme bénéficiaire
Caractéristiques dimensionnelles, capacité	Capacité nominale à 3000 Kg Longueur Fourches :1200mm Centre de gravité demandé : 600mm
Hauteur de levée	Jusqu'à 4,5 mètres
Motorisation	Electrique Chargeur mural
Tablier/fourches	Equipé d'un translateur hydraulique du tablier et écarteur hydraulique des fourches
Feux	Pouvant être amené à circuler sur la voie publique, l'engin doit être équipé du nécessaire de signalisation (feux de route, changement de direction...)
Pneumatiques	Bandage à privilégier
Identification et marquage	Le marquage de conformité européenne (CE) est un prérequis dans le cadre du respect de la législation du territoire polynésien
Contrainte règlementaires et normatives	Certificat de conformité, manuel de l'utilisateur, et catalogues de pièces détachées doivent être fournis à la livraison du chariot
Objectifs de performances de tenue aux contraintes mécaniques, climatiques, électromagnétiques	Cabine ouverte ou en aération totale à privilégier, sans dérogation aux normes de fabrication, du fait des conditions climatiques tropicales

ANNEXE 2 : Caractéristiques complémentaires du chariot élévateur électrique

Caractéristiques du matériel	Exigences de l'organisme bénéficiaire
Type de chariot	Frontal 4 roues
Cabine complète	Non
Portes	Sans
Chauffage/dégivrage	Non
Climatisation	Non
Phares de travail	Avant et arrière
Rétroviseurs	Intérieur et extérieur
Gyrophare	Oui, ne dépassant pas du toit de cabine
Eclairage code de la route	Oui
Bip de recul	Oui
Prise 12 V pour accessoires	Non
Filtration renforcée	Non
Axe de remorque	Non
Système de retenue conducteur	Oui
Porte documents A4	Oui
Batterie	Batterie au lithium demandée
Chargeur rapide	Oui

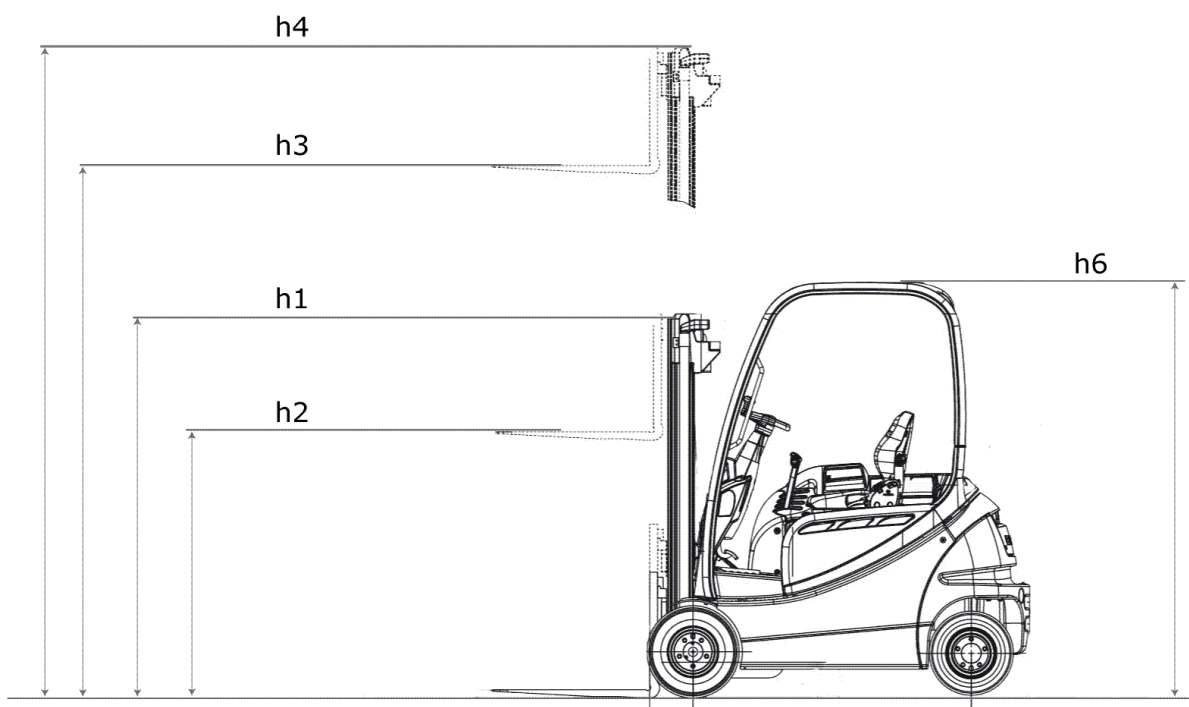
ANNEXE 3 : Caractéristiques des hauteurs du chariot élévateur électrique

HAUTEUR HORS TOUT MAX. : **H6** sans importance

HAUTEUR MAX. MAT LEVE : **H1** = H6 max

HAUTEUR MAX. DE LEVEE : **H3** 4500 mm maximum

HAUTEUR LEVEE LIBRE : **H2** sans importance



ANNEXE 4 : Exemple unique – Nantissement ou Cession de créance

CADRE POUR LA FORMULE DE NANTISSEMENT OU DE CESSIION DE CREANCES

Pouvoir adjudicateur :

Direction du Commissariat d'outre-mer de Polynésie française

BP 9211 - 98716 PIRAE CMP POLYNESIE

À remplir par l'administration (pouvoir adjudicateur) en original sur une photocopie.

Copie délivrée en unique exemplaire pour être remise à l'établissement de crédit ou au bénéficiaire de la cession ou du nantissement de droit commun en cas de cession ou de nantissement de créance de :

Le montant du marché faisant l'objet du nantissement est de (indiquer le montant en xpf et en € en chiffres et en lettres) :

.....
.....
.....
.....

La totalité du bon de commande n° afférent au marché (indiquer le montant en chiffres et en lettres)

La partie des prestations que le titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct évaluée à (indiquer le montant en chiffres et en lettres) :

.....
et devant être exécutée par en qualité de

À Arue, le

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur :

ANNEXE : COMPTE A CREDITER

Objet de la consultation :

Prestations concernées :

Désignation de l'entreprise :

Nom :

Raison sociale :

Adresse :

Désignation du compte à créditer

Compte ouvert au nom de :

Etablissement (libellé en toutes lettres) :

Adresse :

Code Banque :

Code Guichet :

N°compte :Clé :

IBAN :

BIC :

Joindre un ou des relevé(s) d'identité bancaire ou postal, BIC (bank identification code) ou IBAN (international bank account number).